

Bibliothèque Cécile-Rouleau

Lobbyisme

Bibliographie sélective

Compilée par Annie Gimlewicz
Bibliothèque Cécile-Rouleau
Service de l'accueil et de la référence

25 mai 2017

Ce document présente une sélection de publications sur des sujets reliés au lobbyisme.

Les documents recensés datent de 2007 à 2017 et proviennent des bases de données bibliographiques de la Bibliothèque Cécile-Rouleau et du catalogue du Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales au Québec (CUBIQ).

Les publications signalées dans cette bibliographie sont disponibles pour emprunt à la Bibliothèque Cécile-Rouleau.

TABLE DES MATIERES

OUVRAGES GÉNÉRAUX	2
ASPECT ÉTHIQUE	12
ASPECT HISTORIQUE	16
ASPECT LÉGISLATIF	18
ÉTUDES DE CAS	24

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Alter, R. (2010). "Un lobbying plus transparent pour des politiques plus saines." Observateur de l'OCDE (279): 61-62.

Les lignes directrices élaborées par l'OCDE pour un lobbying plus transparent et plus équilibré.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Beaufort, V. de (2008). Lobbying, portraits croisés : pour en finir avec les idées reçues. Paris: Éditions Autrement, 280 p.

Le lobbying a décidément mauvaise presse en France. Aux yeux de certains, il s'agit soit d'une activité quasiment répréhensible, soit d'un bouc émissaire, expliquant échecs retentissants (Jeux olympiques de 2012...) ou décisions publiques controversées. Cet ouvrage s'adresse aux esprits curieux, prêts à abandonner leurs idées reçues sur le lobbying. Oui, le lobbying est indispensable à une bonne prise de décision, dans un environnement technique, réglementaire et politique de plus en plus complexe. Non, le lobbying n'est pas l'ennemi de la démocratie : il en est la condition même. Non, les lobbyistes français ne sont pas si désarmés face à leurs concurrents. À travers des entretiens avec les acteurs - discrets ou connus - du lobbying en France et en Europe mis en perspective par les analyses de l'auteur, l'ouvrage dresse une cartographie du lobbying moderne. Il approfondit ensuite des débats clés pour le lobbying : la relation au monde politique, l'articulation intérêts privés/intérêt général, l'acceptation sociale du lobbying et sa régulation.

Bombardini, M., et al. (2009). Competition and political organization together or alone in lobbying for trade policy. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research, 35, [38] p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Boucher, M. (2015). "Note de recherche. L'effet Westminster : les cibles et les stratégies de lobbying dans le système parlementaire canadien." Revue canadienne de science politique **48**(4): 839-861.

Cette note de recherche examine l'hypothèse selon laquelle les lobbies canadiens s'adressent principalement aux membres des institutions exécutives en raison des particularités du système parlementaire. Elle propose un examen du registre des lobbyistes qui mesure la fréquence des entretiens entre les lobbies et les fonctionnaires et politiciens canadiens entre l'été 2008 et l'été 2013. Cet exercice d'analyse systématique apporte une connaissance plus précise des cibles de lobbying au Canada. Les résultats indiquent que la majorité des activités de lobbying sont dirigées vers l'administration publique, mais que la Chambre des communes demeure tout de même l'une des institutions les plus sollicitées par les lobbyistes. En conclusion, il apparaît que les approches qui insistent trop fortement sur le rôle structurant des institutions parlementaires traduisent mal la réalité du lobbying. Les preuves empiriques montrent que de nombreux lobbies canadiens

optent pour des stratégies intégrées axées sur l'intervention auprès des membres des branches exécutive et législative.

Clancy, P. (2014). "Business interests and civil society in Canada". Dans: Group politics and social movements in Canada. [Toronto]: University of Toronto Press: [5]-31.

Cohen, D. et L. Ottinger (2008). "How to Guarantee Respect for Public-Interest Lobbyists." Chronicle of Philanthropy **20**: 32-32.

The author reflects on changes which should be made regarding actions taken by public interest lobbyists. Principles which the author feels should guide the work done by nonprofit organizations are discussed, including that they must add value to the community and their lobbying should be inclusive, trustworthy and credible.

Commissaire au lobbyisme du Québec (2007). Le lobbyisme à l'ère de la mondialisation : sommaire des présentations et interventions lors des tables rondes : le 12 avril 2007 à Montréal et le 19 avril 2007 à Québec. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 24 p.

Commissaire au lobbyisme du Québec (2009). Le lobbyisme ça vous concerne. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 2 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Commissaire au lobbyisme du Québec (2016). Guide de formation à l'intention des lobbyistes. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 17 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Commissaire au lobbyisme du Québec (2016). Guide de formation à l'intention des titulaires de charges publiques parlementaires et gouvernementaux. 2e édition. Québec : Commissaire au lobbyisme du Québec, 19 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Courage, S. et A. Salor (2016). "Ces lobbys qui nous gouvernent." L'obs (2686): 17-20.

Daridan, M.-L. et A. Luneau (2012). Lobbying : les coulisses de l'influence en démocratie. [Montreuil, France]: Pearson, 213 p.

Nous en avons tous une perception différente : Tapis dans l'ombre des colonnes du Parlement, armés de leur carnet d'adresse, énarques ou hauts fonctionnaires, introduits dans les hautes sphères de la politique et de la finance, les lobbyistes sont les corrupteurs de responsables politiques asservis au grand capital et prêts à galvauder l'intérêt général pour le compte d'intérêts particuliers. Parties prenantes sincères d'un processus décisionnel parfaitement transparent et ouvert, les lobbyistes apportent de l'information aux responsables publics et contribuent à créer les conditions de l'exercice démocratique du pouvoir, au bénéfice de tous. Où est la vérité et qui décide vraiment ?

David, D. L. L. (2007). "Why Do Organized Interests Lobby? A Multi-Goal, Multi-Context Theory of Lobbying." Polity **39**(1): 29-54.

Why do organized interests lobby? Answering this seemingly obvious question has become surprisingly difficult in light of recent research. One essential problem is that virtually all studies of interest organizations begin with the simplifying assumption that they are motivated actors whose prime purpose is to influence public policy. This assumption is incorrect. Rather, interest organizations are motivated actors whose primary purpose is to survive. Using this assumption, I employ niche theory and resource dependence theory to discuss how a more satisfying theory of interest representation might be constructed. This multi-goal, multi-context theory of lobbying would emphasize the importance of context in understanding organizational behavior.

Drutman, L. (2011). A better way to fix lobbying. Washington, DC: Brookings Institution, 11 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Dusso, A. (2010). "Legislation, Political Context, and Interest Group Behavior." Political Research Quarterly **63**(1): 55-67.

It is well documented that the number of interest groups lobbying a piece of legislation in Congress varies greatly. While most legislation generates little to no activity, the number of groups interested in a bill can grow into the hundreds. The challenge for scholars is to explain these behavioral differences. Using a population ecology approach to explain interest-group populations, it is argued that the number of groups lobbying a bill is influenced by the political context. Using data generated by the Lobbying Disclosure Act, this article demonstrates how the actions of members of Congress can both stimulate and suppress lobbying activity.

Élie, B., et al. (2014). L'économie toxique : spéculation, paradis fiscaux, lobby, obsolescence programmée. [Saint-Joseph-du-Lac, Québec]: M éditeur, 148 p.

Pour quelle raison fabrique-t-on des produits conçus pour ne pas durer ? Pourquoi spéculer-t-on sur des produits aussi indispensables que la nourriture ? Comment expliquer que des milliards de dollars échappent à l'impôt grâce aux paradis fiscaux alors que nous n'arrivons plus à financer des services publics de qualité ? Pourquoi investit-on encore massivement dans des ressources naturelles très polluantes et non renouvelables alors que l'environnement se dégrade rapidement ? Par des textes courts, clairs et accessibles, les auteures examinent les choix économiques foncièrement nocifs des élites et de leurs gouvernements et indiquent par quoi il faut les remplacer. Or, l'enseignement d'une pensée unique dans les départements d'économie et l'activité sans relâche des lobbyistes au service des grandes entreprises expliquent en partie l'adhésion à de telles politiques économiques. Qui gagne d'un système qui accentue dramatiquement les inégalités et détruit l'écosystème ? Dans le même esprit que le livre précédemment publié - Sortir de l'économie du désastre. Austérité, inégalités, résistances -, les auteures du présent ouvrage cherchent à démystifier l'économie pour la rendre accessible au plus

grand nombre et à éventer ses pièges dus à sa quête de profits immédiats. Ce qu'il faut assainir avant tout, c'est une vision bien-pensante d'une économie qui ne mesure pas sa toxicité.

Facal, J. (2015). "Comment construire une stratégie de relations gouvernementales?" Gestion: revue internationale de gestion **39**(4): 103-113.

Cet article explique pourquoi il est vital pour une entreprise de se doter d'une stratégie visant à influencer les décisions gouvernementales dans le sens de ses intérêts. Il propose ensuite un modèle en cinq étapes pour construire et déployer cette stratégie. Chacune des étapes repose sur une série de questions à se poser, de réponses à trouver et de devoirs à faire. Nous présentons aussi les bonnes pratiques recensées dans la recherche existante.

Facal, J. (2015). "Petit guide d'influence à l'usage des entreprises : collaborer avec le gouvernement." Gestion : revue internationale de gestion **40**(3): 84-86.

Stratégies à adopter afin de favoriser une collaboration efficace avec le gouvernement.

Facal, J. et Fondation de l'entrepreneurship (2010). Comprendre et influencer les gouvernements. Montréal : Québec: Éditions Transcontinental ; Fondation de l'entrepreneurship Éditions, 153 p.

Impôt, taxes, permis, quotas, relations de travail, soumissions, régimes de retraite... La pression exercée sur votre entreprise par le gouvernement est omniprésente et souvent frustrante. Mais c'est l'État qui dicte les règles du jeu – et les change parfois sans prendre la peine de vous en aviser. Comment, dans ce contexte, faire du gouvernement un partenaire de développement ? À quelle porte frapper ? Comment convaincre les décideurs ? Qui désigner, dans l'entreprise, pour entreprendre les démarches ? Quels résultats attendre ? Répondant à toutes ces questions et à bien d'autres encore, Comprendre et influencer les gouvernements propose un mode d'emploi ultra-pratique qui vous permet de construire une stratégie d'influence efficace. En outre, ce guide recense les pièges classiques que vous serez content d'éviter. Bref, voici le meilleur moyen pour que les gouvernements deviennent des atouts dans votre jeu plutôt que l'inverse.

Foster, É. (2010). Entre idéologie et pragmatisme : l'utilisation du marketing politique par les groupes d'intérêt au Québec. (Mémoire de maîtrise, Université Laval, Québec, Québec). 75 p.

Depuis un peu plus d'une décennie, le marketing politique est devenu un champ d'étude fructueux en science politique et en marketing (Henneberg, 2008: 155). Toutefois, les concepts et techniques du marketing politique ont surtout été appliqués au domaine électoral et aux partis politiques. Par conséquent, les recherches portant sur l'utilisation du marketing politique par d'autres acteurs du monde politique ont été négligées (McGrath, 2006: 106). Pourtant, la spectaculaire multiplication des groupes d'intérêt en Amérique (Associations Canada, 2008; Baumgartner & Leech, 1998; Berry & Wilcox 2007; Berry 1999), incluant la

province de Québec (Associations Québec, 2008), amène à considérer les groupes au coeur des mutations qui affectent les pratiques démocratiques actuelles (Hudon, 2009: 255). Ce mémoire porte sur l'utilisation du marketing politique par les groupes d'intérêt au Québec. En examinant les activités stratégiques des groupes sous cet angle particulier, tout en tenant compte de leur nature politique, nous comptons contribuer à une meilleure compréhension de l'apport de ce type d'acteur au processus démocratique. L'approche théorique préconisée est adaptée d'un modèle développé par Lees-Marshment, originalement conçu pour analyser les différentes orientations marketing que peuvent prendre les partis politiques (2001; 2003; 2004). Notre analyse est basée sur dix entrevues semi-dirigées réalisées avec des professionnels de la communication de différents groupes d'intérêt. Nous posons l'hypothèse que l'utilisation du marketing politique par les groupes d'intérêt diffère selon le type d'intérêt défendu par l'organisation. Nos résultats démontrent que les groupes occupationnels, traditionnellement associés à la défense des besoins matériels de leurs membres, semblent intégrer une démarche marketing légèrement plus marquée que les groupes citoyens, généralement associés aux valeurs dites postmatérialistes, qui promeuvent des intérêts plus inclusifs. Toutefois, au final, les deux types de groupes sont orientés vers la persuasion: ils utilisent tout l'éventail des moyens possibles pour accroître leur notoriété et influencer les politiques publiques en leur faveur.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Foster, É. et P. Lemieux (2012). "Selling a cause : political marketing and interest groups". Dans: Political marketing in Canada. Vancouver UBC Press: [156]-171.

George, S. (2014). Les usurpateurs : comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir. Paris: Seuil, 185 p.

Lobbyistes au service d'une entreprise ou d'un secteur industriel, PDG de transnationales dont le chiffre d'affaires est supérieur au PIB de plusieurs des pays dans lesquels elles sont implantées, instances quasi-étatiques dont les réseaux tentaculaires se déploient bien au-delà des frontières nationales : toute une cohorte d'individus ---qui n'ont pas été élus, ne rendent de comptes à personne et ont pour seul objectif d'amasser des bénéfices-- est en train de prendre le pouvoir et d'orienter en leur faveur des décisions politiques majeures, qu'il s'agisse de santé publique, d'agroalimentaire, d'impôts, de finance ou de commerce. Ces usurpateurs s'ingèrent dans les affaires du monde à coups de financements et de renvois d'ascenseurs, s'infiltrèrent dans les Nations unies et, sous la houlette de Davos, œuvrent pour un monde à leur image. Ils décident du contenu de traités commerciaux stratégiques, qui se négocient dans le plus grand secret mais toujours sous l'œil attentif des représentants du secteur privé. Cette clique entrepreneuriale tient les citoyens ordinaires sous sa coupe et ne s'embarrasse guère de l'intérêt public et du bien commun. Il est grand temps de les arrêter.

Hudon, R. (2008). "Les groupes d'intérêt". Dans: Système politique américain. Montréal: Presses de l'Université de Montréal: [101]-132.

Hudon, R. (2010). "Lobbying et politiques publiques". Dans: Analyse des politiques publiques. Montréal: Presses de l'Université de Montréal: [193]-228.

Hudon, R. et S. Yates (2008). "Lobbying et patronage : modes de médiation en contexte démocratique." Revue canadienne de science politique **41**(2): 375-409.

Étude comparative de la fonctionnalité des pratiques du lobbying et du patronage, considérées comme des formes de médiation entre la société et les institutions politiques; examen du "scandale des commandites" au Canada en lien avec ces concepts.

Jordan, A. G. (2011). "Lobbying". Dans: Oxford handbook of British politics. Oxford; New York Oxford University Press: [365]-382.

Kanol, D. (2015). "Comparative lobbying research: advances, shortcomings and recommendations." Journal of Public Affairs **15**(1): 107-112.

This review article suggests that there is a new school of comparative lobbying emerging. However, this development is taking place only gradually. Unlike the earlier studies, which studied corporatism/pluralism, outside lobbying and lobbying regulations, the new comparativists are mainly focusing on inside lobbying strategies and success as a function of country-level factors. Yet, the literature still suffers from underdeveloped theories. I stress that our knowledge can be improved with better theorizing. Better theories, in turn, can be formulated by improving the use of quantitative data gathering, qualitative research, formal models and better communication between researchers working with different methodologies in different disciplines.

Koutroubas, T. et M. Lits (2011). Communication politique et lobbying. Bruxelles: De Boeck, 253 p.

La communication des politiques et la communication envers les instances politiques ont connu une professionnalisation croissante ces dernières années. Décryptage des mécanismes à l'œuvre et des conséquences sur la place du politique dans notre société.

Laplante, L. (2011). "Faut-il avoir peur des lobbyistes?" RND : revue Notre-Dame **109**(2): 34-35.

Le fonctionnement du démarchage et ses résultats; un exemple de lobbyisme aux États-Unis.

McKeown, D. et Australie. Dept. of Parliamentary Services. Parliamentary Library (2014). Who pays the piper? rules for lobbying governments in Australia, Canada, UK and USA. [Canberra]: Department of Parliamentary Services, Parliamentary Library, 28 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Mekki, M., et al. (2016). Le « lobbying responsable » : info ou intox? Paris: L'Harmattan, 228 p.

Perçu avec suspicion, le lobbying est une entrave à la démocratie et une menace pour l'intérêt général. Or faire du lobbying, c'est certes défendre des intérêts catégoriels mais c'est surtout apporter aux producteurs de la norme juridique une expertise précieuse. Faisant état de cette place accordée aux lobbies, cette étude se propose d'apprécier leur légitimité. Peuvent-ils être des acteurs à part entière du processus démocratique ? Peut-on parler aujourd'hui d'un lobbying responsable ? Cette étude se propose d'analyser ce phénomène.

Mekki, M., et al. (2011). La force et l'influence normative des groupes d'intérêt : identification, utilité et encadrement. Paris: Gazette du Palais, Lextenso éditions, 217 p.

Le contexte de crise de l'État, de renouveau de l'intérêt général et de mutation du droit fait des groupes d'intérêt des acteurs sociaux et juridiques privilégiés. Les réformes intervenues auprès de la Commission européenne et les modifications des règlements intérieurs du Sénat et de l'Assemblée nationale en 2009, suffisent à attester de l'urgence de la réflexion. Ces groupes constituent une « force créatrice du droit ». Cependant, les difficultés d'identification en font, pour le moment, une force obscure à l'origine d'une rupture d'égalité entre les représentants de la société civile générant un risque d'oppression des faibles par les forts. Le groupe de réflexion, à l'origine de ce rapport, a donc tenté, dans un premier temps, de proposer des critères d'identification et, dans un second temps, d'apprécier le principe et les modalités d'un encadrement juridique de leur action normative. Étonnamment, la place croissante des groupes d'intérêt dans l'élaboration et l'application des normes n'avait jamais fait l'objet d'une étude d'ensemble. Au carrefour de questions d'ordre pratique et théorique, ce rapport constitue un éclairage précieux qui s'adresse tant aux professionnels qui se livrent à ce jeu d'influence, y compris les professionnels du droit, qu'aux chercheurs, universitaires et étudiants de Master II, qui s'intéressent aux aspects sociaux du droit.

Montpetit, É. (2014). "Are interest groups useful or harmful?: take two". Dans: Canadian politics. 6e éd. [Toronto]: University of Toronto Press: 329-348.

Nelson, D. (2013). Lobbying in Context: New Measures to Understand Lobbying Goals and Success. (Mémoire de maîtrise, University of Wisconsin – Madison, Madison, WI). 167 p.

To understand what types of interest groups are successful, I estimate progress toward three objectives that can be adapted to the contexts of most lobbying efforts. 1. Which organizations are able to work on the policy issues that are most important to them? 2. Which organizations are able to engage in key categories of lobbying activities? 3. Which organizations successfully achieve or block passage of specific policy goals identified at the beginning of a legislative session? Through two sets of interviews conducted with lobbyists during the 111th Congress, I demonstrate that organizations that form partnerships with legislative champions and allied

coalitions are better able to spend time working on the issues in their policy portfolios. I demonstrate that organizational resources mattered at the beginning of the congressional session, but that influence waned as the congressional agenda narrowed. I also show that business organizations maintain clear advantages when it comes to greater use of the majority of lobbying techniques. Even after controlling for relative resources, groups representing memberships composed of business or industry are more likely to engage in direct legislative lobbying, indirect (or grassroots) lobbying, campaign or advertising spending, and executive branch lobbying. In addition, my research demonstrates that organizations representing businesses hold advantages when it comes to policy outcomes even after controlling for differences in resources such as organizational revenue or the presence of political action committees and the issue's position on the congressional agenda. Groups representing business and industry are more likely to achieve their stated goals when it comes to advancing or preventing the movement of policy initiatives in Congress and in changes to federal policy making.

Pons, N. (2012). La corruption des élites : expertise, lobbying, conflits d'intérêts. Paris: Odile Jacob, 247 p.

Le chaos financier qui affecte l'économie-monde est-il seulement l'effet d'un cycle et le produit d'erreurs politiques ? N'est-il pas aussi la conséquence d'agissements frisant la correctionnelle mais protégés par une « corruption douce » ? Pour Noël Pons, les multiples analyses de la crise financière globale ont mis en évidence les liens fusionnels entre les réseaux d'affaires et le politique. Dérégulation, autocontrôle vain, connivence à tous niveaux : un véritable système s'est mis en place, discret mais efficace, jouant de toutes les complaisances. Décrivant en profondeur le rôle trouble du lobbying et des experts, le laxisme généralisé en termes de conflits d'intérêts, les logiques douteuses à l'œuvre dans le monde de la finance, la pénétration de l'économie par des organisations criminelles, Noël Pons éclaire d'un jour inédit des phénomènes au centre de l'actualité, comme la crise de la dette souveraine, ou encore en révèle d'autres, comme les opérations mafieuses dans le domaine des technologies de la communication et dans l'économie verte.

Québec Solidaire (2013). Le lobbyisme au Québec, ou, La démocratie manipulée. [Montréal]: Québec Solidaire, 15 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Rival, M., et al. (2014). Intelligence économique et lobbying au crible des valeurs publiques. Paris: Éditions Eska, 300 p.

On peut définir l'intelligence économique comme l'ensemble des opérations de surveillance de l'environnement concurrentiel comprenant : veille, sécurisation de l'information, influence. Le lobbying, également appelé stratégie ou action politique, désigne l'influence menée par une organisation sur la décision publique pour obtenir ou maintenir un environnement favorable. Pour la première fois, les thématiques de l'intelligence économique et du lobbying, très proches dans la

pratique des entreprises, sont abordées explicitement dans un même ouvrage sous l'angle des valeurs publiques. Cet ouvrage rédigé par des chercheurs est issu du deuxième colloque de l'Association Internationale de Recherche en Management Public (AIRMAP) de décembre 2012. Il tente notamment de répondre aux deux questions suivantes : Les valeurs publiques seraient-elles mises en péril par l'intelligence économique et le lobbying ? Comment cohabitent les valeurs des différentes parties prenantes avec les valeurs publiques qu'elles contribuent à façonner ? Outre l'introduction sur la recherche et la conclusion sur les valeurs publiques, il comprend dix chapitres réunis autour de deux parties : l'intelligence économique créatrice de valeurs publiques ; le lobbying au crible des valeurs publiques. L'entreprise comme l'État peuvent participer à la création de valeur par des stratégies de lobbying et d'intelligence économique, au-delà du bruit médiatique qui semblerait laisser penser qu'il s'agit de deux pratiques occultes et peu recommandables. Pour autant, il ne s'agit pas de faire preuve d'angélisme : dans chacune des deux parties, plusieurs chapitres montrent que ces stratégies peuvent entrer en conflit avec la valeur publique.

Roy, F. et Commissaire au lobbyisme du Québec (2011). Portrait des activités de lobbyisme exercées auprès des institutions municipales, 2002 à 2011: rapport de recherche. [Québec (Province)]: Commissaire au lobbyisme du Québec, 40, [44] p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Ruta, M. (2010). "Lobbying and (de)centralization." Public Choice **144**(1/2): 275-291.

This paper presents a positive theory of (de)centralization of policy decisions in an international union -defined as a supranational jurisdiction that may exercise a policy prerogative on behalf of member countries. I build a benchmark model where national lobbies can coordinate (i.e. form a trans-national lobby) at no cost and show that lobbying does not affect the fiscal regime. On the other hand, when interest groups cannot coordinate, decentralization emerges as a political equilibrium with lobbying. Policy centralization hurts national lobbies by increasing competition for influence. At a constitutional stage, interest groups induce politically motivated governments to reject centralization. Three extensions show that this result depends on the level of cross-border externalities; the voting rule at the constitutional stage; and the details of the institutional decision mechanism under centralization.

Sarra-Bournet, M. et J.-F. Thuot (2014). "L'État et les groupes". Dans : Politique québécoise et canadienne. Québec: Presses de l'Université du Québec: [555]-574.

Thurlow, W. S. (2010). "Some Observations on the State of Lobbying in Canada." Canadian Parliamentary Review **33**(2): 43-45.

Lobbying is a legal activity and indeed an important part of the democratic right of individual Canadians to petition the government. In so doing, Canadians inform debate from many different perspectives and this should lead to better public policy.

Concerns about the influence of lobbyists have led to considerable regulation of lobbying including changes stemming from the Federal Accountability Act. This article looks at some of the issues facing lobbyists and those who regulate lobbying.

Vallet, C. (2017). "Les lobbies sortent (un peu) de l'ombre." Alternatives économiques (364): 41.

Vidal-Naquet, A. (2011). "Les acteurs de la participation : vers une institutionnalisation du lobbying?" Dans: Gouvernance et participation. Bruxelles: Bruylant: [136]-157.

Woll, C. (2011). Le lobbying à rebours : l'influence du politique sur la stratégie des grandes entreprises. Paris: Presses de Sciences Po, 277 p.

Le lobbying des grandes entreprises est-il assez puissant pour faire pencher les décisions politiques en leur faveur ? L'exemple des « géants » américains et européens de l'aviation civile ou des télécommunications face aux objectifs de libéralisation mondiale de ces secteurs montre au contraire que ces entreprises se sont, de façon surprenante, adaptées aux objectifs des politiques : elles ont fini par soutenir la libéralisation, au risque de mettre en péril leurs positions dominantes sur les marchés nationaux. Loin de dicter aux États la marche à suivre ces vingt dernières années en matière de libéralisation, plus incertaines que l'on imagine quant à leurs préférences et à leurs intérêts économiques sur ce sujet, ces entreprises ont défini leurs choix en fonction du contexte institutionnel et politique national. Que ces décisions se révèlent favorables à l'intérêt général ou non, l'arbitrage ultime est revenu aux décideurs politiques et administratifs, ces derniers exerçant un « lobbying à rebours » sur les entreprises. Telle est la thèse iconoclaste de ce livre qui permet de mieux appréhender succès, limites et influence réelle du secteur privé sur les politiques publiques. Une passionnante histoire de la libéralisation des services, écrite dans un style alerte.

ASPECT ÉTHIQUE

Boucher, M. et D. Saint-Martin (2012). "La nouvelle bureaucratie de l'intégrité : les politiques publiques d'éthique et de lobbying". Dans: Administration contemporaine de l'État. Québec: Presses de l'Université du Québec: [195]-208.

Campos, N. F. et F. Giovannoni (2007). "Lobbying, corruption and political influence." Public Choice **131**(1/2): 1-21.

Conventional wisdom is that lobbying is the preferred mean for exerting political influence in rich countries and corruption the preferred one in poor countries. Analyses of their joint effects are understandably rare. This paper provides econometric evidence on lobbying, corruption and influence using data for almost 4000 firms in 25 transition countries. Our results show that (a) lobbying and corruption are substitutes; (b) firm size, age and ownership as well as political stability are important determinants of lobby membership; and (c) lobbying is a much more effective instrument for political influence than corruption, even in less developed countries.

Casgrain, F. et Commissaire au lobbyisme du Québec (2014). Exercer dans la transparence pour conserver la confiance. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 7 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Commissariat au lobbying du Canada (2015). Code de déontologie des lobbyistes. Ottawa (Ontario): Commissariat au lobbying du Canada = Office of the Commissioner of Lobbying in Canada, 6 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Conseil de l'Europe. Programme Octopus (2008). Corruption and democracy : political finances, conflicts of interest, lobbying, justice. Strasbourg: Council of Europe Publishing, 218 p.

Political corruption is an important challenge that democracies in Europe are confronted with. It contributes to the decline of citizens' trust and confidence in democracy and weakens democratic principles and processes. Key areas of concern include: Political finances; Conflicts of interest; Lobbying; Undue influence on the justice system. This book contains contributions on each of these topics. They identify risks that corruption poses to the future of democracy in Europe, and they propose a wide range of measures for action which are not only aimed at preventing political corruption and enhancing transparency and accountability but also at rebuilding confidence in democracy.

Côté, A. C. (2009). "Lobbyisme, éthique et municipalités." Éthique publique **11(2)** : 170-174.

L'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme fournit un beau cas de figure aux fins d'une réflexion sur l'éthique en milieu municipal. Cette loi, qui s'applique dans l'ensemble des municipalités du Québec depuis juillet 2005, affirme qu'il est dans l'intérêt du public de savoir qui cherche à influencer des décisions devant être prises dans l'intérêt public. Elle impose en conséquence aux lobbyistes actifs auprès des municipalités des obligations spécifiques de divulgation dans un registre public, de façon à actualiser le nouveau droit à la transparence que cette loi reconnaît aux citoyens relativement aux processus décisionnels d'intérêt public. Alors que plusieurs titulaires de charges publiques ont pu penser que cette loi ne les concerne pas directement, puisqu'elle impose l'obligation de divulgation aux lobbyistes, la nature même de leur charge et les conditions générales de leur responsabilité leur dictent certes, à cet égard, à tout le moins un devoir de diligence raisonnable. En l'absence d'une obligation légale spécifique, ils sont clairement interpellés par l'affirmation législative du droit des citoyens de savoir qui cherche à influencer les processus de décision d'intérêt public dont ils sont responsables ou auxquels ils sont associés.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Fallon, J. (2011). "Access: insider perk or key to transparency?" Journal of Public Affairs **11(2)**: 120-126.

This paper will examine the issue of access in Irish lobbying. Addressing the current situation, the paper outlines why access is important to lobbyists, who currently has it and the various layers and levels that exist in our system. Examining the issue, the paper argues that this currently leads to a perception of lobbying being an insiders' occupation. If lobbying in Ireland is to become accountable, transparent and open, then lobbying activities must be clearly defined, and those who sign up to this must gain from it, and there can be no benefit for those who do not declare lobbying activities. The paper argues that lobbying in the long term should become an accepted and trained profession. Lobbying should therefore move away from being a profession populated by those 'in the know' or from a political background and become open to anybody who can qualify and meet the desired ethics and standards. For this to happen, a level playing field must be introduced where lobbyists are not reliant on particular politicians or parties or contacts to make a case. Similar to journalists, lobbyists must be integrated into the political system where they can be monitored and observed and where there is a real and tangible price to be paid for breach of a code.

France. Haute autorité pour la transparence de la vie publique (2016). Les « clubs parlementaires » : rapport au président de l'Assemblée nationale. Paris: Haute autorité pour la transparence de la vie publique, 85 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Hébert, G., et al. (2015). Les ordres professionnels peuvent-ils garantir la protection du public? Montréal (Québec): IRIS, 13 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Hudon, R. (2007). "Aux frontières de diverses légitimités : l'encadrement de l'activité de lobbying." Éthique publique 9(2): 105-120.

Genèse, objectifs et enjeux de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying, adoptée au Québec en juin 2002; la problématique de l'articulation entre la préservation de la libre expression des revendications des citoyens et l'autonomie d'action des décideurs et gestionnaires publics, exempte de pressions indues.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Hudon, R., et al. (2016). "Portes tournantes et éthique démocratique." Éthique publique 18(2).

La métaphore des portes tournantes rend compte d'un phénomène dont la connaissance demeure inachevée au vu des conceptions flottantes qui l'évoquent et des jugements divers qu'il inspire. Après un retour sommaire sur les contextes historiques et sociaux qui ont marqué l'évolution du phénomène, cet article vise à clarifier et à préciser ses caractéristiques et conditions, notamment en regard du lobbying. Ainsi, il est possible de saisir les différences touchant l'acceptabilité de ces pratiques dans la conduite des affaires publiques, le tout en rapport avec les considérations éthiques et l'idéal de transparence caractéristiques des sociétés contemporaines. Cet exercice apporte un éclairage utile à l'étude des mouvements de va-et-vient entre les secteurs privé et public d'activités et des motifs qui les fondent et permet d'émanciper l'analyse politique du joug de la morale.

Jacob, S. et Université Laval. Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (2013). Les activités de lobbying et leur encadrement au Québec évolution de la perception des titulaires de charges publiques de 2006 à 2012. Québec: Université Laval, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, 129 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Kanol, D. (2015). "Pluralism, corporatism and perception of corruption." Journal of Public Affairs 15: 243-251.

When people know who is influencing the elected politicians and they may 'put the rascals out' in case they feel that the incumbents are corrupt, ceteris paribus, their perception of the level of corruption should not be affected by lobbying. If on the other hand people are not sure which or how many actors are influencing public policy and they are not able to hold the government truly accountable as interest group influence is constant with different governments, people will be more likely to perceive the government as corrupted. The former system is a characteristic of corporatism and the latter of pluralism. This problem is exacerbated by the fact that interest groups with resources such as business groups or firms in pluralist systems

are more influential than groups with few resources. Thus, people may perceive pluralist policy-making system as more corrupt than corporatist policy-making system where fewer visible actors have more or less equal weight in the policy-making process.

Katz, M. (2007). "Family Ties." National Journal **39**(13): 47-50.

The article reports that at least 63 lawmakers in the U.S. Congress have relatives who have lobbied or consulted on government relations at the federal or state level according to the review conducted by the periodical "National Journal." Based on a report from the periodical "Washington Post," more than 200 former members are registered lobbyists. An amendment and lobbying reform legislation that would limit lobbying by senators' spouses was sponsored by Senator David Vitter.

McKeown, D. et Australie. Dept. of Parliamentary Services. Parliamentary Library (2012). Codes of conduct in Australian and selected overseas parliaments: Updated 18 Sept. 2012. [Canberra]: Parliament of Australia, Department of Parliamentary Services, 73 p.
[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Michaels, P. (2008). "Government lobbying must be out in the open." Lawyer **22**: 8-8.

The author reflects on the need for transparency in government lobbying. He cites the order issued by the British Information Tribunal compelling Confederation of British Industry (CBI) to disclose information of its lobbying activities which is in accordance with the Freedom of Information Act 2000. Moreover, he stresses that the conduct of lobbying activities in the shadows poses a threat to the country's democratic institutions.

Organisation de coopération et de développement économiques. Comité de la gouvernance publique (2007). Building a framework for enhancing transparency and accountability in lobbying : 36th session of the Public Governance Committee, 16-17 October 2007, Château de la Muette, Paris. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development, Public Governance and Territorial Development Directorate, Public Governance Committee, 66 p.

Québec (Province) et Commissaire au lobbyisme du Québec (2015). Code de déontologie des lobbyistes. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 2 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Stone, P. H. (2007). "Don't Forget Your Checkbook." National Journal **39**(2): 54-54.

The article reports on the invitation of Republicans and Democrats to lobbyists to hand over big donations to lawmakers' leadership political action and campaign committees. This was revealed as House members and their staff are subject to new prohibitions against accepting gifts and meals from lobbyists, and must follow much stricter rules on lobbyist-sponsored travel.

Vaida, B. (2008). "Let's Party!" National Journal **40**(3): 24-24.

The article reports on the efforts by some campaign finance lawyers to come up with creative ways for their clients to circumvent a new U.S. congressional ethics rule. The rule restricts entities with federally restricted lobbyist from directly funding parties honoring a specific lawmaker at political conventions. One strategy under discussion would have companies that employ lobbyists pool their money and fund a nonprofit that does not have a lobbyist.

ASPECT HISTORIQUE

Kaiser, R. G. (2009). So damn much money : the triumph of lobbying and the corrosion of American government. New York: Alfred A. Knopf, 398 p.

In *So Damn Much Money*, veteran Washington Post editor and correspondent Robert Kaiser gives a detailed account of how the boom in political lobbying since the 1970s has shaped American politics by empowering special interests, undermining effective legislation, and discouraging the country's best citizens from serving in office. Kaiser traces this dramatic change in our political system through the colorful story of Gerald S. J. Cassidy, one of Washington's most successful lobbyists. Superbly told, it's an illuminating dissection of a political system badly in need of reform.

Maurais, E. (2007). "Du lobbying pour la construction d'une infrastructure publique : le système télégraphique dans le golfe du Saint-Laurent, 1875-1895." Revue d'histoire de l'Amérique française **60**(3): 325-354.

La notion de service public s'impose de plus en plus au Canada à partir du milieu du XIX^e siècle, notamment en ce qui concerne les infrastructures urbaines. Nous proposons ici une étude sur l'action d'un groupe de pression, les marchands de Québec, auprès du gouvernement fédéral dans le but d'installer un réseau télégraphique dans le golfe du Saint-Laurent. Ce projet, présenté par ses promoteurs comme un service public, prend forme à partir de 1875. Il vise, en améliorant la sécurité de la navigation dans le golfe, à favoriser la place du port de Québec comme plaque tournante du trafic commercial canadien. Cet article retrace les actions du groupe de pression en faveur de leur projet, la mise en place de ce dernier par le gouvernement ainsi qu'une analyse économique de son fonctionnement entre 1880 et 1895. Notre étude montre ainsi la distorsion existant entre l'efficacité pratiquement nulle du réseau télégraphique et l'image que s'en font les milieux d'affaires canadiens. Il s'agit d'un exemple rare d'une action de lobbying aux conséquences positives pour le Canada en général, mais négatives pour le groupe privé à l'origine du projet.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Savard, S., et al. (2014). De la représentation à la manifestation : groupes de pression et enjeux politiques au Québec, XIXe et XXe siècles. Québec: Septentrion, 444 p.

Il ne se passe pas une journée sans que des manifestants ne se fassent entendre dans la rue ou devant l'Hôtel du Parlement, à Québec, à l'intérieur duquel des groupes d'intérêt font valoir leurs idées dans les corridors et les salons privés. C'est par milliers que se comptent aujourd'hui les groupes de pression au Québec. Médiatisés ou non, ces derniers font partie intégrante du paysage politique et en sont même devenus d'importants acteurs. Sous la direction de Stéphane Savard et Jérôme Boivin, les auteurs de ce collectif proposent une quinzaine d'études de cas qui mettent en lumière aussi bien la diversité de ces groupes que l'évolution de leur influence dans notre société.

Tauber, E. (2010). "The Palestine Question in the 1940s and the Emergence of the Arab Lobby in Canada." American Review of Canadian Studies **40**(4): 530-540.

In the early 1940s, Arab lobbying activities started to be noticeable in Canada. In 1944 the Canadian Arab Friendship League was founded in Montreal by Muhammad Said Massoud, a Druze emigrant from Lebanon. The League soon became the spearhead of Arab lobbying activity in Canada. Its declared goal was to improve Canada's relations with the Arab world, yet in the second half of the 1940s its main focus of interest was to struggle against the partitioning of Palestine and the establishment of a Jewish state there.

ASPECT LÉGISLATIF

Bykerk, L. (2008). "Lobbying unorthodox lawmaking." International Social Science Review **83**(3/4): 115-131.

This article discusses the adaptation of lobbyists to a trend toward unorthodox lawmaking, where the U.S. Congress has bypassed the committee hearings that generally proceed voting on a bill. Party politics and special interest lobbying are considered as two factors in the growth of unorthodox legislative practices in the U.S. since 1981. This article compares documentation of lobbying through the hearing process with interview data provided by lobbyists experienced in dealing with unorthodox lawmaking. The role of hearings in the lawmaking process is also considered.

Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent de l'accès à l'information de la protection des renseignements personnels et de l'éthique et P.-L. Dusseault (2012). Examen législatif de la Loi sur le lobbying : les cinq premières années : rapport du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements et de l'éthique. [Ottawa]: Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, 46 p.

Carney, E. N. (2008). "What You Don't See." National Journal **40**(12): 14-14.

The article reports on the inclusion of substantial new disclosure rules in the amended Lobbying Disclosure Act in the U.S. Under the rules, lobbyists are required to file reports to both the U.S. House and Senate four times a year, and they are obliged to disclose their federal campaign donations and contributions to charities and political action committees twice a year. Lawyer Brett G. Kappel of Vorys, Sater, Seymour & Pease claims that there are so many federal lobbying disclosure requirements that overlap and with inconsistent terms.

Chari, R. A. J., et al. (2007). "Regulating Lobbyists : A Comparative Analysis of the United States, Canada, Germany and the European Union." Political Quarterly **78**(3): 422-438.

Lobbying is central to the democratic process. Yet, only four political systems have lobbying regulations: the United States, Canada, Germany and the EU (most particularly, the European Parliament). Despite the many works offering individual country analysis of lobbying legislation, a twofold void exists in the literature. Firstly, no study has offered a comparative analysis classifying the laws in these four political systems, which would improve understanding of the different regulatory environments. Secondly, few studies have analysed the views of key agents—politicians, lobbyists and regulators—and how these compare and contrast across regulatory environments. We firstly utilise an index measuring how strong the

regulations are in each of the systems, and develop a classification scheme for the different 'ideal' types of regulatory environment. Secondly, we measure the opinions of political actors, interest groups and regulators in all four systems (through questionnaires and elite interviews) and see what correlations, if any, exist between the different ideal types of system and their opinions. The conclusion highlights our findings, and the lessons that can be used by policy-makers in systems without lobbying legislation.

Chari, R. S., et al. (2010). Regulating lobbying : a global comparison. Manchester, UK: Manchester University Press, 196 p.

In an age of corruption, sleaze and scandal associated with financial crisis and economic downturn across the globe, citizens want more transparency and accountability in politics. Available in paperback due to popular demand, this book examines a principal means by which this can be achieved: the regulation of lobbyists. It provides innovative insights into lobbying regulations across four continents - North America, Europe, Asia and Australia. What are these regulations about? What are the differences across the continents? How effective are the rules? How have they changed the lobbying profession? Using qualitative and quantitative analyses, the book compares and contrasts regulatory laws in the US, Canada, Germany, Poland, Lithuania, Hungary, the EU, Taiwan and Australia.

Commissaire au lobbyisme du Québec (2008). Bâtir la confiance : rapport du Commissaire au lobbyisme du Québec concernant la révision quinquennale de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 117 p.

Commissaire au lobbyisme du Québec (2009). Vous quittez vos fonctions dans le domaine municipal? connaissez-vous les interdictions que vous impose la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme? [Québec]: Commissaire au lobbyisme du Québec, 2 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Commissaire au lobbyisme du Québec (2010). Document de formation pour les attachés politiques : la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme : travailler dans la transparence pour conserver la confiance. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 26 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Commissaire au lobbyisme du Québec (2012). Politique de gestion contractuelle des municipalités et lobbyisme : les objectifs de la Loi et du Code ne sont pas pleinement atteints. [Québec]: Commissaire au lobbyisme du Québec, 4 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Commissaire au lobbyisme du Québec (2012). Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 175 p.

Commissaire au lobbyisme du Québec (2014). Encadrement du lobbyisme : où en est le Québec? : bilan 2002-2013. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 66 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Commissaire au lobbyisme du Québec et Université Laval. Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (2016). Étude sur l'assujettissement de tous les organismes à but non lucratif aux règles d'encadrement du lobbyisme, tel que prévu au projet de loi no 56, Loi sur la transparence en matière de lobbyisme. Québec: Commissaire au lobbyisme du Québec, 99 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Contet, L. et A. Ouimet (2007). "Le commissaire au lobbyisme du Québec, dernier-né des gardiens de l'État " Éthique publique **9**(2): 121-132.

Présentation des champs de compétence de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme, adoptée au Québec en juin 2002 ainsi que de la mission du commissaire au lobbyisme du Québec; les actions entreprises depuis l'adoption de la loi.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Côté, A. C. (2011). "La loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme : un mode d'encadrement législatif de l'éthique des agents publics?" Éthique publique **13**(1): 63-74.

Constats et réflexion du premier commissaire au lobbyisme du Québec, titulaire du poste de 2002 à 2009. Texte faisant suite à un colloque organisé en mai 2010 par l'Institut d'éthique appliquée de l'Université Laval (IDEA) sur le thème "Faire des lois sur l'éthique".

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Drolet, M. et Canada. Bureau de la traduction. Direction de la normalisation terminologique (2011). Lexique de la Loi sur le lobbying = Lobbying act glossary. [Gatineau]: Bureau de la traduction, Direction de la normalisation terminologique, 48 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Dryer, T. D. (2007). "Gaining Access: A State Lobbying Case Study." Journal of Law & Politics **23**(3): 283-329.

Although many articles, both in scholarly journals and in the popular press, have addressed the role of lobbyists, few have examined how the process actually works on the ground in capitols across the country. Through interviews with registered lobbyists in California, this Article provides insight into the surprising effect of reform legislation on the actual practice of lobbying. The interviewees claimed that reforms, such as legislative term limits and prohibitions on lobbyists making

campaign contributions, have not changed the role money plays in gaining access and have actually increased the influence of professional lobbyists. These findings have wide-ranging ramifications for the continuing debates over lobbying regulations throughout the country.

Gay, O. (2016). "The regulation of lobbyists". Dans: Parliament : legislation and accountability. Oxford: Hart Publishing: 161-182.

Hogan, J., et al. (2011). "Regulating Australia's lobbyists: coming full circle to promote democracy?" Journal of Public Affairs **11**(1): 35-48.

Holmes, N., et al. (2011). Le système de lobbying à l'échelle fédérale : la Loi sur le lobbying et le Code de déontologie des lobbyistes : rév. le 28 juin 2011. [Ottawa]: Bibliothèque du Parlement, 16 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Kasniunas, N. T. (2007). "The Impact of Interest Group Testimony on Lawmaking in Congress." Conference Papers -- American Political Science Association.

Testifying before a congressional committee or subcommittee is one of the many ways in which interest groups try to shape the policy making process and is one of the most popular ways for groups to lobby Congress. What is not known is whether interest groups are successful using this avenue of influence. This research examines two questions. First which groups get asked to testify in Congress? Second, does the interest group testimony influence subsequent bill markups? Two different models are created to test both interest group influence theory and congressional committee theory.

Lebel, G. (2015). "Les OSBL, des lobbies?" Relations (781): 4-5.

Les effets du projet de loi 56 sur le lobbyisme qui inclut dans sa couverture les organismes sans but lucratif.

Levine, G. J. (2007). The law of government ethics: federal, Ontario and British Columbia. Aurora, Ont.: Canada Law Book, 176 p.

This resource is intended to guide lawyers, public servants and politicians through an increasing thicket of ethics legislation such as the Federal Accountability Act, as well as other regulations and enable them to deal with these laws forthrightly and effectively. It is a unique resource that examines government ethics laws respecting: Conflict of interest and integrity; Administrative fairness/administrative justice; Lobbying; Access to information; Privacy

Meunier, P. B. (2013). Le lobbyisme au Canada = Lobbying in Canada. Éd. Québécoise. Toronto: Carswell, 915 p.

La législation en matière de lobbying modifie considérablement la façon dont les entreprises et les organisations non gouvernementales traitent avec les fonctionnaires fédéraux, provinciaux et municipaux. Cet ouvrage fournit un

référentiel de lois sur le lobbying au Canada et au Québec avec des commentaires et des conseils utiles sur les aspects pratiques de leur application. Les obligations d'un particulier ou d'une organisation à l'égard des activités de lobbying qui se produisent au Québec doivent être considérées sur le plan non seulement de la législation fédérale, mais également de la législation provinciale applicable, si la province en particulier a adopté une telle législation. À cet égard, voici les caractéristiques de cette édition bilingue pour le Québec : Les lois concernant le lobbying au Canada et au Québec, notamment la législation en matière de lobbying municipal et leurs outils respectifs de réglementation ; Un résumé de chaque loi et des outils de réglementation fournissent une analyse concise de la façon dont les différentes lois fonctionnent, à qui elles s'appliquent, leurs exigences et les conséquences juridiques d'une contravention.

Organisation de coopération et de développement économiques (2011). Lobbying, pouvoirs publics et confiance. Vol 1 : Quel cadre législatif pour plus de transparence ? Paris: OCDE, 186 p.

Ce rapport retrace l'expérience du lobbying en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Pologne et au Royaume-Uni où les réglementations gouvernementales sont conçues pour intensifier la vigilance minutieuse du lobbying et de ses acteurs.

Organisation de coopération et de développement économiques. Comité de la gouvernance publique (2007). Legislation on lobbying in Europe. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development, Public Governance and Territorial Development Directorate, Public Governance Committee, 66 p.

Québec (Province). Assemblée nationale. Commission permanente des institutions, et al. (2013). Étude du rapport « Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme » du Commissaire au lobbyisme : observations, conclusions et recommandations. Québec: Assemblée nationale, Direction des travaux parlementaires, 10 p.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Shepherd, K. E. (2010). "The Office of Commissioner of Lobbying." Canadian Parliamentary Review **33**(1): 21-23.

The Office of Commissioner of Lobbying was established under the Federal Accountability Act in 2006 although the Lobbying Act itself has only been in force for about one year. This article provides a brief history of Canadian lobbying legislation in order to focus upon the changes to the federal lobbying regime contained in the Lobbying Act and how those changes have been implemented to date. It also identifies challenges in the legislation and how they have been addressed.

Smith, G. (2011). "Assessing the effectiveness of ethics legislation in influencing parliamentary attitudes toward corruption: a cross national comparison between the UK and Ireland." Journal of Public Affairs **11**(2): 100-110.

The 1990s saw political corruption emerge as a priority for political parties in Ireland. The scandals that emerged from a succession of tribunals created the impetus for change. New legislation was introduced by the Rainbow Coalition (1994-1997) in an effort to prevent corruption, creating clearly defined rules concerning funding of politicians and political expenditure during elections. The legislation also facilitated increased transparency surrounding political and bureaucratic decision making, which limits the scope for corrupt activity. There is currently a call from several political parties, from the Public Relations Institute of Ireland, and from others, to introduce legislation concerning the position of lobbyists in the Irish policy-making process. Some see a register of lobbyists as a means to increase transparency and improve the public perception of lobbyists. To assess whether legislation can have an effect on the interplay of politicians and lobbyists, it is helpful to examine whether the ethics legislation that was introduced in the 1990s has had any effect on legislative attitudes to corruption. This effect of the ethics legislation was assessed by surveying legislators' attitudes to corrupt scenarios and comparing them to UK legislators' attitudes. This was carried out by creating a typology of Oireachtas Members similar to previous UK studies. A cross national comparison of legislative attitudes suggests that Irish legislators' attitudes are shaped by their constituency role. This has a stronger influence on them than the ethics legislation. The ethics legislation has not been very effective and it has not created a political culture that is intolerant of corruption. Similarly it may take more than legislation to alter the perceptions of lobbyists.

Thurlow, W. S. (2010). "New Obligations of MPs Under the Lobbying Act." Canadian Parliamentary Review **33**(4): 46-47.

In response to a debate about the access that former MPs have in the corridors of power, Treasury Board President Stockwell Day announced that the rules for designated public office holders would be expanded to include MPs, Senators, and the senior staff in the Office of the Leader of the Opposition in the House of Commons and in the Senate. After a comparatively short public comment period, the new rules went into effect in concert with the return of Parliament on September 20th, 2010. This article looks at the results of some of the changes.

Yates, S. et M. Beauchamp (2008). "Lobbyistes et législation sur le lobbyisme : que nous apprend la récente expérience québécoise?" Canadian Public Administration **51**(2): 291-316.

Dans un contexte où un nombre croissant de gouvernements, en Europe comme en Amérique du Nord, entendent resserrer les règles en matière d'encadrement du lobbyisme, les auteurs se penchent sur les réactions des lobbyistes québécois envers la loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme, adoptée au Québec en 2002. Reposant sur l'examen de près de trente entretiens menés un an après l'adoption de la loi ainsi que sur celui d'un imposant corpus documentaire,

leur analyse fait ressortir que les modalités de la Loi, en particulier celles liées à l'inscription au registre des lobbyistes, entraînent une lourdeur bureaucratique peu propice au respect de la législation. Il ressort également que la loi, dont le principal objectif est d'affermir la confiance des citoyens envers les titulaires de charges publiques et des institutions démocratiques au sein desquelles ils œuvrent, influencera sans doute très peu la perception de la population à l'endroit de l'intégrité des acteurs de la sphère politique, y compris les lobbyistes. Par ailleurs, il semble qu'une simplification du processus d'inscription au registre, ainsi que l'élargissement du nombre de personnes assujetties à la loi (les organisations sans but lucratif étant nommément visées) soient des mesures susceptibles de favoriser la hausse de confiance des citoyens envers les institutions démocratiques et les acteurs qui y sont associés.

ÉTUDES DE CAS

Berny, N. (2008). "Le lobbying des ONG internationales d'environnement à Bruxelles : les ressources de réseau et d'information, conditions et facteurs de changement de l'action collective." Revue française de science politique **58**(1): 97-121.

Cet article aborde l'intervention des groupes environnementaux sur la scène communautaire. Il procède à une comparaison de quatre organisations internationales non gouvernementales (OING) d'environnement, chacune disposant d'un bureau de permanents à Bruxelles. Ce bureau sert de point de départ pour l'analyse des facteurs de structuration d'une action collective européenne, au sein de ces réseaux internationaux, et des changements qui les affectent. Les modes d'organisation interne révèlent les solutions adaptées pour faire participer les organisations nationales membres et échanger de l'information. Les ressources d'information et de réseau, d'un moyen d'action collective, deviennent pour les organisations nationales qui les instrumentalisent, une fin en soi, confirmant la dimension stratégique du lobbying communautaire.

[Cliquer ici pour consulter le document](#)

Boatright, R. G. (2011). "The Place of Quebec in Canadian Interest Group Federalism." American Review of Canadian Studies **41**(1): 2-19.

This article employs literature on federalism to explore the ways in which national Canadian interest groups develop federative structures in order to conduct advocacy work within Quebec. It first identifies institutional reasons for the development of federalist structures for Canadian groups, and it then explores asymmetries between the treatment of Quebec chapters of these groups and of chapters elsewhere in Canada. Drawing on interviews with the political directors of groups active at the national level in Canada, this article shows that the degree to which groups grant power to their provincial or Quebec subunits varies according to the benefits sought by groups.

Chalmers, A. W. (2011). Interests, Information and Influence: A Comparative Analysis of Interest Group Influence in the European Union. (Thèse de doctorat, McGill University, Montréal, Québec). 273 p.

Faulty assumptions about the nature of interest group activity have misled scholars' assessments of interest group influence in the European Union (EU). The influence literature portrays interest groups as commonly using undue pressure and purchase tactics in order to change the minds of decision-makers. However, this work on influence has yet to take seriously insights from the rest of the interest group literature, which has long established that interest groups are much more likely to lobby decision-makers who already share their views (friends) rather than to attempt to change the minds of those who do not (foes). Moreover, in lobbying friends, interest groups are best understood as informational service bureaus, providing policy-relevant information to decision-makers in exchange for legitimate access to the policy-making process. This dissertation brings these insights to bear on interest group influence in the EU. I conceive of interest group influence as a function of an interest group's ability to efficiently and reliably provide policy-relevant information to EU decision-makers. To this end, I examine the information processing capacity – how interest groups gather, filter, make sense of, generate and transmit information – of EU interest groups within a comparative framework. I find that, in general, interest group influence in the EU is balanced with no particular set of groups dominating the EU policy-making process at the expense of others.

Cirard, R. (2015). "Canada's oil lobby." Canadian Dimension **49**(1): 34-35.

The article focuses on lobbying associated with the petroleum industry in Canada. Canada's lobbying rules evolved gradually after the Lobbyists Registration Act came into effect in 1989, which created a lobbyists registry and rules for lobbyists. Canadian minister of natural resources, Greg Rickford, has held meetings with many companies and industry associations, including the Canadian Association of Petroleum Producers, Petroleum Services Association of Canada, and ConocoPhillips Co.

Constantelos, J. (2010). "Playing the Field: Federalism and the Politics of Venue Shopping in the United States and Canada." Publius: The Journal of Federalism **40**(3): 460-483.

Research on interest group strategies in federal systems is converging with the venue shopping and multilevel lobbying literature in the European Union. Drawing on both literatures, the article compares the lobbying strategies of U.S. and Canadian interest groups during the economic crisis of 2008–2009. The impact of political institutional and political partisan factors on venue choice is analyzed in a comparative crucial case study of Michigan and Ontario. Statistical analysis of original survey data from ninety-eight business, trade, and professional associations indicates that neither interest group financial resources nor the severity of the crisis predict lobbying frequencies or targets. Two factors strongly influence where interest groups lobby: the relative importance of the government

levels and the partisan control of government.

Duncan, T. K. et C. J. Coyne (2015). "The Revolving Door and the Entrenchment of the Permanent War Economy." Peace Economics, Peace Science, & Public Policy **21**(3): 391- 413.

This paper analyzes the "revolving door" phenomena in the military sector in the US. The revolving door refers to the back-and-forth movement of personnel between the government and private sector. We examine the structure of the revolving door and explain how its very nature leads to the perpetuation of the permanent war economy. This analysis yields several important implications. First, the dynamics of the revolving door shape the military-industrial complex in a way that serves the narrow interests of select elites rather than the broad interests of citizens. Second, because the perverse incentives are a product of the institutional structure of the US military sector, the negative consequences are also structural and cannot be solved by increased oversight.

Ehrlich, S. D. et E. Jones (2016). "Whom do European corporations lobby? The domestic institutional determinants of interest group activity in the European Union." Business & Politics **18**(4): 467-488.

The complicated and multi-layered policymaking process in the European Union presents private interests, such as business firms, with an interesting strategic choice of whom and how to lobby. As the costs of lobbying at the domestic level increase, firms are expected to, instead, devote their resources to lobbying at the European level. Specifically, this article examines how domestic access points and domestic partisanship affect the costs and benefits of lobbying at the domestic versus European level. Using data on firm-level decisions to lobby the EU, this research finds that in countries where it is more costly (or less beneficial) to lobby domestically, firms are more likely to lobby at the EU level.

Fisse, H. R. et C. S. Thomas (2014). "The Chilean big business lobby: a long-standing and major influence on public policy." Journal of Public Affairs **14**(3/4): 310-330.

Elements of the business lobby, particular sectors of big business and its peak associations, have been a continual influence, sometimes a dominant force, in Chilean politics since the second half of the 19th century. This prominence and sustained influence is particularly noteworthy since the 1930s, given the various forms of democracy experienced in Chile, the harsh military dictatorship of the 1970s and 1980s, and because the return to democracy in 1990 has meant increasing competition among interest groups. This article offers an explanation of the political significance of the big business community by reference to both common factors that shape the influence of business across political systems and especially the developments in Chile's political economy.

Fredriksson, P., et al. (2007). "Kyoto Protocol cooperation: Does government corruption facilitate environmental lobbying?" Public Choice **133**(1/2): 231-251.

Does environmental lobbying affect the probability of environmental treaty ratification? Does the level of government corruption play a role for the success of such lobbying? In this paper, we propose that a more corruptible government may be more responsive to the demands of the environmental lobby. We use several stratified hazard models and panel data from 170 countries on the timing of Kyoto Protocol ratification to test this hypothesis. We find that increased environmental lobby group activity raises the probability of ratification, and the effect rises with the degree of corruption.

Govorun, A., et al. (2016). "The political roots of intermediated lobbying : evidence from Russian enterprises and business associations." Business & Politics **18**(4): 395-433.

A business enterprise interested in influencing the design, adoption or enforcement of a particular law, rule or regulation often confronts a choice. Does it lobby officials directly? Or does it do so indirectly, using a collective action group as an intermediary? We draw on data from a large, 2010 survey of enterprises across the Russian Federation to demonstrate that the propensity to engage in intermediated lobbying increases with region-level political competition. Our explanation builds on recent evidence confirming Mancur Olson's claim (1982) that less encompassing actors tend to lobby for more distortionary policies. We hypothesize that with greater political competition government officials become more responsive to encompassing voices (i.e. associations of businesses as opposed to single firms), since the electoral costs of being captured by narrower interests becomes greater. Evidence from a complementary survey of regional business association managers points in the same direction; the relative attention paid by officials to lobbying efforts by encompassing associations increases with political competition.

Guosheng, D. et S. Kennedy (2010). "Big business and industry association lobbying in China : the paradox of contrasting styles." China Journal (63): 101-125.

The article discusses big business and industry association lobbying in China. The article attempts to develop a comprehensive and systematic way to analyze business lobbying in China. The author stresses that business lobbying is an integral part of the country's policy process at both the local and national levels. The author explains that "lobbying" is now associated with domestic companies. The effect of corporate influence on the broader economy is examined. The author reviews extant research on government-business relations in China to identify progress to date.

Hogan, J., et al. (2011). "Regulating the Influence Game in Australia." Australian Journal of Politics & History **57**(1): 102-113.

In this research note we describe the introduction and evolution of Australia's approach to regulating lobbyists. We examine how the lobbying regulations in place across Australia today compare with each other, as well as with lobbying

regulations in some other countries around the world. The regulations in each Australian jurisdiction are classified according to their characteristics, providing insights into their commonalities and differences.

Hogan, M. J., et al. (2010). "Campaign contributions, lobbying and post-Katrina contracts." Disasters **34**(3): 593-607.

This research explores the relationship between political campaign contributions, lobbying and post-Hurricane Katrina cleanup and reconstruction contracts. Specifically, a case-control study design is used to determine whether campaign contributions to national candidates in the 2000–04 election cycles and/or the employment of lobbyists and lobbying firms increased a company's probability of receiving a post-hurricane contract. Results indicate that both a campaign contribution dichotomous variable and the dollar amount of contributions are significantly related to whether a company received a contract, but that lobbying activity was not. These findings are discussed in the context of previous research on the politics of natural disasters, government contracting and governmental and corporate deviance.

Hogenboom, B. (2014). "The changing politics of lobbying: private sector organizations in Mexico." Journal of Public Affairs **14**(3/4): 296-309.

This article analyzes how the relations between Mexico's private sector, particularly that of business power groups and interest groups, and the political elite changed as a result of processes of neo-liberalization and democratization from the early 1980s through the presidency of Vicente Fox (2000-2006). The analysis provides several insights into Mexico's developing interest group system during these years and particularly that of business interests. On the one hand, the changes increased political pluralism, the number of groups operating, and their lobbying options and helped move Mexico toward liberal democracy. On the other hand, with its major resources and political connections, big business was able to maintain, in fact enhance, its political status, whereas small business was less politically successful. Moreover, many old political practices used by big business to influence government persist as well as skepticism among the public regarding democratic institutions. As a consequence, this article argues that despite the new developments in political advocacy, the continuation of traditional political practices presents obstacles to the development of interest group activity resulting in a plutocratic element to Mexico's emerging democracy.

Kostyaev, S. S. (2012). "Russian lobbying in the United States: stages of evolution." Journal of Public Affairs **12**(4): 279-292.

The article examines Russian lobbying in the US. The endogenous and exogenous factors of Russian lobbying are analyzed as well as its qualitative and quantitative characteristics. The article depicts stages of Russian lobbying development: (i) from government to private entities; (ii) nongovernmental lobbying; and (iii) a return to government. Additionally, occasional attempts by Russian entities to secure funding from the US budget are mentioned. Two case studies are studied to show

the nature of current Russian lobbying in the US: lobbying campaigns by Techsnabexport, state-owned corporation, and GML, a private business concern. The article concludes that Russian lobbying in the US is weak. At the beginning, it was mostly about investment consulting, and with the rise in oil prices and the decrease in political freedom, the need for and availability of lobbying diminished. Some private corporations were nationalized under President Putin and, as a result, lost control over their international expansion strategies, with the remaining private corporations being afraid of independent lobbying campaigns abroad.

Lumi, O. (2015). "Comparative insight into the status of the lobbying regulation debate in Estonia." Journal of Public Affairs **15**(3): 300-310.

The article looks at lobbying regulation polemic based on the Estonian case-study-how lobbying as an issue came to be on the political agenda and what the outcomes of the discussion have been. The article also provides a focused overview of how Estonia's neighbouring states have tackled the issue. The article looks at the lobbying agenda setting and policy choices of Western Baltic Sea countries (Finland, Sweden and Denmark) and of a sample of postcommunist states that share the destiny of Estonia in contemporary history (Latvia, Lithuania, Poland, Hungary and the Czech Republic).

McGrath, C. (2011). "Lobbying in Ireland: a reform agenda." Journal of Public Affairs **11**(2): 127-134.

This article considers the prospects for lobbying regulation in Ireland following that country's February 2011 general election, which produced a new Fine Gael/Labour Party coalition government. Both these parties had published, prior to the election, legislative proposals, which are analysed here. The government has now committed itself to the introduction of statutory regulation, but the precise terms of such a scheme are yet to be decided. Further reflection on the detail of a regulatory regime would be useful, as would more positive engagement in this debate by lobbyists themselves. The article suggests a number of ways by which proposed lobbying regulation could be enhanced and made more rigorous.

Millar, C. C. J. M. et P. Köppl (2014). "Perspectives, practices and prospects of public affairs in Central and Eastern Europe : a lobbying future anchored in an institutional context." Journal of Public Affairs **14**(1): 4-17.

'Public Affairs' is not a term most people in Central and Eastern Europe (CEE) will recognise and associate with interest representation and lobbying as ways of linking business, society and government. The term may be seen as a euphemism for corruption-inspired 'lobbying', an artificial and confusing umbrella term or a public relations creation. It is a term in transition for a subject in transition in a part of Europe in transition. Even as part of the European Union, CEE is still different, in transition, finding its own feet like a phoenix arising from the ashes of 50 years of communism, but slowly, in bursts, reculer pour mieux sauter and very different from country to country. Which are the features and values of the 50 years of communism that will disappear, fast more slowly, which ones will linger on? What

are the institutions in CEE countries that public affairs will have to deal with, and what is the view on transparency and transparency regulation in CEE? To add understanding, values, cultural differences, institutional context and other factors affecting the public affairs environment are examined.

Murphy, G., et al. (2011). "Lobbying regulation in Ireland : some thoughts from the international evidence." Journal of Public Affairs **11**(2): 111-119.

Throughout the liberal democratic world, the practice of lobbying governments and policy makers is considered integral to the process of policy formulation. Lobbying in Ireland has come to the fore of public policy debates given the catastrophic collapse of the Irish economy since late 2008 and the role played by lobbyists in contemporary Irish politics. This article offers the results of one of the first significant questionnaires on lobbying regulation given to politicians, lobbyists and administrators in the Republic of Ireland. The aim of this article is to present Irish policy makers with a range of options to consider in relation to devising a system of lobbying regulation to promote transparency. We present insights into international best practice in terms of lobbying regulations so that Irish policy makers can reach informed decisions when considering this matter.

Orsini, D. C. (2011). "Lobbying industriel et accords multilatéraux d'environnement : illustration par le changement climatique et la biosécurité." Revue française de science politique **61**(2): 231-248.

L'écopolitique mondiale contemporaine se singularise de plus en plus par le rôle des acteurs non étatiques dans la construction et l'évolution des traités environnementaux, en particulier l'action des lobbies industriels. Cette action est largement négligée par la théorie des Relations internationales hormis dans l'analyse néo-gramscienne des régimes internationaux. Utilisant la littérature disponible et des observations de terrain, cette étude s'appuie sur les cas du protocole de Kyoto (changement climatique) et du protocole de Carthagène (biosécurité) pour nuancer la thèse néo-gramscienne de l'influence des firmes sur les accords multilatéraux d'environnement. D'une part, les acteurs industriels sont peu organisés au plan transnational et sont partagés par de nombreux clivages. D'autre part, leur influence est variable, jamais acquise d'avance.

Rheault, L. (2013). "Corporate lobbying and immigration policies in Canada." Revue canadienne de science politique **46**(3): 691-722.

Étude visant à déterminer quelle est l'influence du lobbying des entreprises privées sur les politiques de l'immigration au Canada, particulièrement en ce qui concerne l'augmentation du nombre de travailleurs temporaires étrangers.

Santos, L. A. et P. M. T. Costa (2014). "The contribution of lobby regulation initiatives in addressing political corruption in Latin America." Journal of Public Affairs **14**(3/4): 379- 391.

For most of its history, Latin America has lived under authoritarian and elite rule where public decisions were often crafted in the shadows by cabinets and

parliaments to the benefit of a small minority. Recently, the development of participatory political systems has brought some transparency to the policy-making process. Such scrutiny reveals evidence of the capture of aspects of policy-making by private interests that use obscure strategies to achieve their political goals. As a consequence, a widespread movement for regulating the role and tactics of interest groups emerged, which is seen as a necessary step to address the root causes of political corruption. This article provides an overview of efforts to regulate lobbying in Latin America. It explains attempts at regulation in four countries (Argentina, Brazil, Chile, and Peru), evaluates the level of success of these efforts, and assesses prospects for the future regarding reducing corruption through the instrument of lobby regulations. The authors argue that such regulations alone cannot eliminate political corruption. However, lobby regulations can contribute to increased transparency and aid in developing an anti-corruption culture. It will be shown that lobby laws in Latin America exhibit many of the problems long identified with similar regulations across western democracies.

Stafford, P. (2011). "The rise and fall of social partnership: its impact on interest group lobbying in Ireland." Journal of Public Affairs 11(2): 74-79.

This paper explores the dynamics of interest group lobbying in Ireland, and the mechanism of lobbying through social partnership, an institutionalized form of deliberative policy making. Following the resignation of Bertie Ahern as Taoiseach (prime minister) in May 2008 and the collapse of the Irish economy, the influencing and lobbying ability of the social partners has waned, and this paper explores how interest groups amended their lobbying tactics to cope with the rise and fall of social partnership in Ireland.

Szlanko, B. (2008). "Shhhh! It's the L-Word." Transitions Online: 4-4.

The article presents information on the lack of support for lobbyists in Hungary. According to the author, there is a fundamental misunderstanding in many Eastern European countries of what lobbying is about and how it works. So companies are particularly ill-suited to be successful in the European Union system. Political corruption is stated to be almost always related to campaign financing. But there are no political campaigns in Brussels because most decision-makers are appointed.